

ALAIN MORICE

Quelques réflexions sur la situation de la recherche africaniste en France

Le parcours du combattant imposé au jeune chercheur en quête de son terrain est révélateur du rare degré d'aberration des structures de la recherche en France : ceci tant du point de vue de l'efficacité scientifique à long terme pour les instances commanditaires que du point de vue de celui qui voit ses capacités créatives éventuelles soit inemployées, soit détournées. Car les structures en question comportent un certain nombre d'obstacles en forme de contradictions dont la solution passe presque à coup sûr par la négation du travail scientifique. Si l'on prend le cas particulier du secteur des sciences sociales consacré au sous-développement, ces contradictions peuvent être énoncées comme suit¹.

En premier lieu, le chercheur qui se trouve spécialisé dans l'étude du sous-développement, étude qui se passe difficilement de « terrain », est confronté à un cercle vicieux pour entreprendre son travail. Son expérimentation dépend de la confiance préalable que voudront bien lui accorder les institutions bailleuses de fonds, et inversement bien sûr. Il est donc contraint à choisir entre trois voies : ou bien d'abord, pour obtenir cette confiance, il opérera un détour par l'étude livresque et universitaire des... études des autres — à charge pour lui de rester suffisamment concret et théorique à la fois pour ne pas se discréditer —, lors même que ce type de démarche conduit rapidement et inévitablement à une sclérose que seule pourrait enrayer l'expérience irremplaçable du terrain. Ou bien encore, décidé à engager sa recherche, il palliera les crédits introuvables en recourant à son propre financement, faisant le pari que lesdites institutions, une fois convaincues de l'intérêt du projet, prendront le relais. Cet autofinancement obligé, qui doit être la règle aussi dans d'autres secteurs, est tout bénéfique eu égard à l'orientation utilitariste, étroite et malthusienne de la recherche : un haut responsable de celle-ci ne disait-il pas d'ailleurs, l'an dernier, que ce dont Einstein avait eu besoin, c'était d'un crayon et de papier ? Facteur de marginalisation, cette situation l'est aussi, en tout état de cause, d'individualisme et, à la limite, de folie de la persécution. Ou bien, enfin, le chercheur renoncera provisoirement, sinon définitivement, à son projet en acceptant de partir sur place à n'importe quel prix : c'est, en africanisme par exemple, le chercheur qui se transforme en « expert », son terrain prenant alors la forme exaltante d'un bureau dans la capitale, reproduction quasi conforme des rapports de type colonial. On ne ressort jamais complètement intact de ces différents choix. En cela — parce que sa solution passe par la sélection et la domestication des individus engagés dans la recherche — cette première contradiction est tout à fait fonctionnelle.

Corollaire : le crédit et les crédits sont de préférence et plus généreusement accordés au chercheur confirmé, celui que sa situation met précisément en position de ne rien faire de nouveau. Course à la publication, réédition à l'infini sous des

1. Ces réflexions s'appuient sur ma propre expérience et ne prétendent pas décrire l'ensemble de la situation.

formes diversifiées de sa première (et parfois unique) étude, insertion dans le carriérisme universitaire (qui se présente d'ailleurs de plus en plus non comme un choix, mais comme une condition de survie), quête de missions-vacances, tels sont, à ce stade, les modes de comportement individuel qui s'imposent au chercheur confirmé (qu'il le veuille ou non : quand il le veut, le processus est simplement plus rapide). Il est inutile de s'étendre sur les conséquences scientifiques de cette division des chercheurs ; on se contentera d'observer en quoi elle est inscrite dans les structures du CNRS, qui jouent sur l'opposition et la complémentarité des différents corps en son sein.

Autre (et double) contradiction, dont les effets se font surtout sentir dans les domaines où la recherche doit plus qu'ailleurs être pluridisciplinaire et d'envergure : l'État français, dans lequel la recherche et l'université sont liées comme les doigts d'une main, crée et entretient une opposition entre activités individuelles d'une part et collectives d'autre part, ainsi qu'entre publications spectaculaires d'une part et pré-publications d'autre part. Cela donne des résultats qui ne seraient que cocasses s'ils n'étaient avant tout désarmants : invité par les structures de recherche à pratiquer l'activité collective au sein de son unité, le même individu se voit contraint par les rigueurs du cursus universitaire à présenter les résultats de son travail individuellement et à passer sous silence, lorsqu'il soutient une thèse, le fait que ces résultats peuvent être le fruit d'un travail en commun. Malheur à lui aussi s'il pense devoir les publier au fur et à mesure de leur acquisition : leur présentation globale en vue d'une sanction universitaire est alors considérée comme sans objet, et sera donc privée de « valeur ». Cela explique qu'on trouve généralement dans les écrits de doctorat des chiffres et informations périmés pour un matériau souvent dépassé ; sans compter que la non-publication des résultats tout au long du travail de recherche, tout en interdisant la critique, entretient un peu plus le perfectionnisme propre à notre milieu et retarde d'autant la publication finale.

Tout cela ne serait pas grave s'il n'y avait précisément un culte officiel croissant, et largement repris par les syndicats, du diplôme. Lors de mon récent passage devant une commission du CNRS, des gens qui n'étaient pas qualifiés pour le faire (i.e. des élus syndicaux) m'ont violemment incité à présenter un doctorat au plus tôt : comme quoi ils ne font pas qu'entériner les projets actuels de restructuration, mais s'y identifient et les anticipent. Il reste que j'ai entendu leur message : si l'on veut rester au CNRS, il faut, surtout, subordonner son travail aux impératifs de sa carrière. Cet état de choses n'est pas anodin ; l'effet, là encore, est de pousser le chercheur à des conduites individualistes, à une mesquinerie parfois proche de la paranoïa (rétention de documents, avarice en matière d'informations sur l'avancement de ses travaux, désintérêt pour toute forme de coopération et, corollaire obligé, acquisition de l'habitude du tir à boulets rouges sur ses collègues). L'importance des diplômes dans le système universitaire français est certes loin d'être une nouveauté. Simplement, elle aboutit aujourd'hui à des comportements qui confinent à l'hystérie, et ne fera que renforcer les blocages que la réforme actuelle prétend combattre, douze ans après l'ébranlement et la remise en place du mandarinat universitaire. Même les très rares institutions (université de Vincennes, EHESS, Capacités, IEDES, etc.) qui tentent de contrecarrer ce poids omniprésent du diplôme finissent par ne plus fonctionner que comme fournisseurs d'équivalences... pour de « vrais » diplômes reconnus. Bonne chance à nos réformateurs et à leurs sous-verges syndicaux s'ils veulent résoudre les problèmes de cette façon !

Il faut faire ici une parenthèse importante sur la situation particulière des Africains dans l'africanisme. Si les organismes de coopération prônent la fin de l'échange inégal, le dialogue Nord-Sud et la nécessité de la « relève », tout cela n'est cependant pas pour demain : c'est généralement à des postes subalternes et précaires que l'on trouve les intellectuels africains. Parce que cela va de soi, et que c'est la loi : ainsi l'ORSTOM, organisme public français, ne saurait — contrairement aux sociétés privées qui n'ont pas toujours les mêmes répugnances — embaucher

d'étrangers salariés. En revanche, cet organisme (comme bien d'autres) ne voit pas d'inconvénient à employer le travail mal payé d'un Africain (comme enquêteur par exemple) pour un contrat de durée limitée ; mais que celui-ci n'aille pas prétendre à un poste, cela ne se peut pas. Un chercheur du pays qui veut engager une étude sur son terrain doit donc, ou bien accepter la dépendance, ou bien conquérir son autonomie contre le monopole de recherche des anciens États coloniaux. Cette alternative n'est certes guère stimulante pour les chercheurs nationaux potentiels, lesquels risquent donc fort de connaître le ciel avant leur propre terre et, plus sûrement et à plus brève échéance, d'aller grossir les rangs d'une bureaucratie que chacun s'accorde à trouver pléthorique.

Une troisième contradiction résulte des distorsions induites par la mise en place, progressive et au coup par coup, des nouvelles structures de recherche. La toile de fond de la nouvelle orientation gouvernementale est connue : mobilité accrue et autoritaire des chercheurs, aggravation corrélative de la précarité de leur statut, soumission plus directe et surtout à plus court terme des thèmes à la demande du monde productif et de l'État, tels en sont les principaux traits caractéristiques, en dépit de nombreux tâtonnements et de la préservation relative d'un secteur de recherche dite « fondamentale ». On peut penser, mais cela reste à prouver, que cette tendance prévaudra, et il semble que les traditionnels laboratoires et équipes de recherche ayant des crédits propres soient de plus en plus concurrencés par des sortes de réseaux organisés autour de thèmes proposés par tel ou tel ministère ou par la DGRST, et pour lesquels des enveloppes financières sont prévues. Si cette tendance se confirme, on doit s'attendre à une restructuration du personnel des laboratoires autour de ces nouveaux pôles, qui ont la particularité d'être temporaires. Une telle réorganisation ne serait que la généralisation d'une orientation qui a donné lieu à divers ballons d'essai dans le passé (recherche institutionnelle de type CERFI, par exemple) et dont le système des Actions thématiques programmées (ATP) est un des premiers avatars.

Cela provoque chez les chercheurs un climat de sauve-qui-peut et de convoitise panique, avec les contradictions habituelles à toute ruée vers l'or : individualisme exacerbé au moment précis où des alliances sont nécessaires pour décrocher de nouveaux contrats ; mais alliances forcément telles que les participants n'ont guère en commun que l'objectif de se faire reconnaître en tant que membres d'un groupe, qui lui-même ne vit que par cette alliance vide de tout contenu autre que marchand. À l'inverse des équipes traditionnelles, dont la politique est de renouveler les crédits pour des recherches engagées, ces nouveaux groupes sont ainsi mis (et se mettent, car il faut anticiper sur les réformes) en situation de trouver des projets pour obtenir des prébendes. On voit bien l'intérêt d'un tel système dans une politique à court terme : une concurrence accrue entre équipes, laquelle peut paraître efficace pour un plus grand apprivoisement des initiatives et des résultats. Mais l'introduction là où elle n'a pas lieu d'être de la logique de la rentabilité, la concentration des décisions de programme entre les mains de quelques mandarins d'un jour autour desquels s'opèrent des agglutinations prédateurs ne peuvent qu'être préjudiciables à la qualité du travail scientifique (ne serait-ce que parce que, donnant la toute-puissance aux actions gouvernementales à court terme, elles empêchent toute continuité de la recherche). Sans compter la rotation accélérée des modes et des goûts-du-jour², l'accentuation des rivalités entre groupes et au sein des groupes ; et en attendant que tout cela aboutisse à de nouveaux blocages : course-poursuite de plus en plus folle entre l'appareil de production et l'appareil de recherche, transformation progressive du corps moribond des chercheurs en corps-mort, vivotant

2. Actuellement, par exemple, cela tourne beaucoup autour du cadre de vie, de l'amélioration des relations sociales dans la cité, etc. Les chercheurs guérisseurs, les Françoise Dolto du sous-développement, voilà la nouvelle race de chercheurs !

en fait entre la prostitution et l'auto-reproduction. Ainsi recréés avec des éléments pris de droite et de gauche, les laboratoires de demain verront resurgir ce que l'on entendait détruire, mais en pire.

Il faut ajouter que le chercheur, tiraillé entre le nouveau et l'ancien système, n'a plus le choix : s'il refuse de pratiquer la surenchère et la fuite en avant dans la vente au plus offrant de ses capacités (lesquelles risquent fort de s'étioler dans ce processus), il se voit réduit de fait à mener un combat d'arrière-garde pour la préservation des structures de laboratoire traditionnelles à base mandarinale. Cette pseudo-alternative renforce naturellement tout ce qui, dans ses comportements individuels, fait la délicate et irremplaçable grâce du chercheur français : soumission aux patrons traditionnels et aux donneurs d'ordres new-look, attitudes alternées d'euphorie et de découragement, d'impuissance et de mégalomanie, arrivisme, etc. Ce qui semble le plus grave dans cette affaire, c'est que la stratégie individuelle prenne le pas sur l'objet de recherche, lequel est menacé en tant qu'objet distinct de celle-là. Quand, comme dans le domaine qui me concerne, on en vient à pleurer sur sa propre misère plus que sur celle des populations qu'on étudie, il y a un moment où l'on doit se demander qui gagne au change. Il est bien naturel que les pouvoirs publics se méfient des sciences sociales et de la recherche africaine non opérationnelle — encore que la fraction la plus lucide de leurs représentants y puise des informations et des éléments d'analyse. Il est moins naturel que, dans l'entreprise de domestication que constituent les contrats de type nouveau, les chercheurs de tous bords ne se contentent pas d'emboîter le pas mais participent de façon active à leur mise en place, et même les appellent de leurs vœux.

Paris, IEDES, juin 1980.

3. On assiste actuellement à d'hilarants conflits, à dire vrai plus souvent larvés qu'ouverts, dans les milieux tiers-mondistes qui, concurrents dans le cadre de ces nouveaux programmes, se disputent leurs « sous-développés » ainsi que des organisations charitables se disputent leurs pauvres. On dira que ce n'est pas nouveau : certes, mais à se délimiter sans cesse des territoires, la recherche est-elle autre chose que coloniale dans son essence ?